

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/L.1132  
28 juin 1967  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAISTrente-quatrième session  
Point 4 a) de l'ordre du jour

## SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Libéria : projet de résolutionLe Conseil de tutelle,

Rappelant les résolutions 2111 (XX) du 21 décembre 1965 et 2226 (XXI) du 20 décembre 1966 de l'Assemblée générale sur la question du Territoire sous tutelle de Nauru, dans lesquelles l'Assemblée générale a recommandé, notamment, que la Puissance administrante fixe à une date aussi rapprochée que possible, mais au plus tard au 31 janvier 1968, l'accession du peuple nauruan à l'indépendance, conformément à ses vœux librement exprimés, et dans lesquelles elle a recommandé que l'Autorité administrante prenne immédiatement des mesures, quel qu'en soit le coût, pour remettre en état l'île de Nauru de manière que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine,

Ayant entendu la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle lors de la conférence de Canberra de 1967 l'Autorité administrante a formulé deux propositions concernant l'avenir de Nauru : une proposition prévoyant l'association de Nauru avec l'Australie, cette dernière ayant la responsabilité des affaires extérieures et de la défense de Nauru, et donnant au Territoire une autonomie complète en ce qui concerne les affaires intérieures et le gouvernement; et ultérieurement une proposition tendant à accorder à Nauru l'indépendance complète, l'Australie conservant la responsabilité de la défense et des affaires extérieures, sur la base de la conclusion d'un traité d'amitié,

Ayant entendu la déclaration du représentant du peuple nauruan selon laquelle les Nauruans désirent devenir un Etat indépendant portant le nom de République de Nauru, le 31 janvier 1968 au plus tard, et l'accession de Nauru à l'indépendance ne devrait pas être conditionnée à la conclusion d'un accord avec l'Australie concernant la défense et les affaires étrangères de Nauru,

Ayant entendu également la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les dispositions financières qui ont été arrêtées concernant les phosphates tiennent compte de tous les besoins futurs de la population et prévoient notamment la possibilité d'une remise en état des terres déjà exploitées,

1. Recommande que l'Autorité administrante fixe à une date aussi rapprochée que possible, mais au plus tard au 31 janvier 1968, l'accession du peuple nauruan à l'indépendance, conformément à ses vœux librement exprimés;

2. Recommande que Nauru devienne une république indépendante le 31 janvier 1968 au plus tard;

3. Décide que la conclusion d'un traité d'amitié en vertu duquel la responsabilité de la défense et des affaires extérieures de Nauru serait confiée à l'Australie ne peut être une condition préalable à l'octroi de l'indépendance à Nauru;

4. Recommande que l'Autorité administrante prenne des mesures immédiates en vue de remettre en état l'île de Nauru de manière que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine;

5. Considère qu'il incombe à l'Autorité administrante de remettre en état, à ses frais, les terres épuisées de l'île jusqu'au moment où les Nauruans pourront tirer pleinement parti des phosphates pour leur économie.

-----